

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 AVRIL 2015 CONTENANT LA PROLONGATION DE L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2014

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 inclus et contient les accords valables durant cette période.

CHAPITRE III – CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE

Article 3

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 58 ans, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendu obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongé depuis lors, la dernière fois par la convention collective de travail du 25 février 2014 (numéro d'enregistrement 121191/CO/215, est poursuivi au cours de la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, selon les conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 60 ans.

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle, instauré par la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, prolongé pour la dernière fois par la convention collective de travail du 25 février 2014 concernant un complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté (numéro d'enregistrement 1121192/CO/215) est poursuivi pendant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, selon les conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant un complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.

Article 5

Par une convention collective de travail spécifique, un régime de chômage avec complément d'entreprise sera, dès que le cadre légal est créé, instauré en faveur de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement.

CHAPITRE IV – FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 6

L'article 3 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 4 décembre 2014 contenant les statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 113012/CO/215), est modifié comme suit :

«Article 3

Le Fonds a pour but :

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 2° d'octroyer et de verser aux employé(e)s visés à l'article 6 une allocation sociale complémentaire;
- 3° d'effectuer le paiement de l'indemnité complémentaire et des frais de gestion et d'accompagnement aux organisations représentées au sein de la commission paritaire dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise prévu dans la convention collective de travail du 21 avril 2015 concernant le régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de 60 ans, dans la convention collective de travail du 21 avril 2015 concernant le régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté et dans la convention collective de travail instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement, ainsi que le paiement des cotisations patronales spéciales visées au chapitre VI, titre XI de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (1), modifié pour la dernière fois par la loi-programme (1) du 29 mars 2012 qui sont dues sur l'indemnité complémentaire payée par le Fonds social de garantie précité, toutefois sans préjudice des dispositions en cette matière des conventions collectives de travail concernant le complément d'entreprise en cas de chômage, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010 ;
- 4° d'effectuer le paiement de la cotisation prévue à l'article 13, § 3 des présents statuts, visant à alimenter le "Fonds de sécurité d'existence pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection" institué par la convention collective de travail du 8 avril 1981, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et fixant ses statuts;
- 5° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 21 avril 2015 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence;
- 6° de financer les initiatives à prendre par les organisations représentées au sein de la commission paritaire, en vue de la formation sociale et professionnelle et à l'élaboration des conventions collectives de travail conclues et encore à conclure au sein de la commission paritaire ;
- 7° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 13, § 4 des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail concernant l'emploi et la formation;

- 8° d'assurer le financement du codex contenant les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- 9° de financer la recherche réalisée par les partenaires sociaux du secteur axée sur le développement socio-économique des entreprises de l'habillement et de la confection, aussi bien sur le plan national que mondial en vue de la politique sectorielle à mener.
- 10° le financement et la gestion d'une assurance hospitalisation sectorielle.»

CHAPITRE V – FORMATION ET EMPLOI

Article 7

La convention collective de travail du 21 décembre 2009 concernant la formation et l'emploi est poursuivie pendant la durée de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2015 et adaptée en permanence pour la mettre en concordance avec les objectifs, visés à l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 contenant l'exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 et à la section 1 du chapitre VIII du Titre XIII de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (I).

Les mesures nécessaires pour satisfaire à la réglementation applicable seront examinées au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC).

CHAPITRE VI – APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT N° 103

Article 8

Le seuil de 5%, visé à l'article 16 de la convention collective de travail n° 103 reste à 8%.

Pour le calcul de ce seuil, les dispositions de l'article 16 de la convention collective de travail n° 103 sont appliquées, à savoir qu'au § 3 de cet article, l'âge de 55 ans et plus doit être lu comme : l'âge de 54 ans et plus.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail.

L'application des modalités du présent article peut être négociée dans les entreprises où il existe déjà un accord d'entreprise.

Article 9

Vu l'article 15 des conventions collectives de travail n° 103 du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de la commission paritaire des efforts seraient fournis pendant la durée de la présente convention collective de travail afin d'éviter que le recours à la notion de « fonction clé » n'aboutisse systématiquement au refus du droit d'accès au crédit-temps pour les employés de 55 ans ou plus qui exercent une fonction clé.

CHAPITRE VII- ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 10

La convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence (numéro d'enregistrement 35964/CO/215), qui était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994, toujours prolongée et modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 24 février 2014 (numéro d'enregistrement 121190/CO/215) est prolongée par une convention collective de travail spécifique jusqu'au 30 juin 2015, vu l'article 94 de la loi du 26 décembre 2013 concernant l'instauration d'un statut unique entre ouvriers et employés en matière de délais de préavis et de jour de carence et de mesures d'accompagnement.

CHAPITRE VIII – PRIME SYNDICALE

Article 11

L'article 2 de la convention collective de travail du 19 janvier 2012 constatant le montant de la prime syndicale (numéro d'enregistrement 108629/CO/215) est remplacé par les dispositions suivantes :

«Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts du Fonds Social de Garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, modifiés pour la dernière fois par la convention collective de travail du 14 mai 2013, le montant de la prime syndicale, octroyée chaque année aux ayants droit, est fixé comme suit :

- dans les années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 : 135 euros pour les employés qui satisfont aux conditions de l'article 6, § 1, § 2 et § 3 des statuts mentionnés ci-dessus ;
- dans les années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 : 37,18 euros pour les employés restés au chômage complet et ininterrompu, comme stipulé à l'article 6, § 4 des statuts mentionnés ci-dessus.

CHAPITRE IX- PAIX SOCIALE

Article 12

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 APRIL 2015 HOUDENDE VERLENGING VAN HET AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2014

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2015 tot en met 31 december 2015 en bevat de afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III – WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG

Artikel 3

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verder gezet, laatst bij collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2015 (registratienummer 121191/CO/215), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2015 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoeslag bij werkloosheid vanaf 60 jaar.

Artikel 4

Het stelsel van het conventioneel brugpensioen, ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, laatst verlengd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoeslag bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden (registratienummer 1121192/CO/215) wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2015 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoeslag bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden.

Artikel 5

Met een specifieke collectieve arbeidsovereenkomst zal, zodra het wettelijk kader is gecreëerd, het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag worden verder gezet ten gunste van sommige bejaarde bedienden

met nachtprestaties indien zij worden ontslagen.

HOOFDSTUK IV - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 6

Artikel 3 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 2014 houdende de statuten van het "Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf" (registratienummer 113012/CO/215), wordt gewijzigd als volgt :

"Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel :

- 1° het innen van de bijdragen nodig voor de werking van het Fonds;
- 2° aan de bij artikel 6 van deze statuten bedoelde bedienden een aanvullende sociale uitkering toe te kennen en te vereffenen;
- 3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding en van de beheers- en begeleidingskosten aan de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 2015 betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage vanaf 60 jaar, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 2015 betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en in de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, evenals de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel XI van de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen(I), laatst gewijzigd door de programmawet (I) van 29 maart 2012, die zijn verschuldigd op de aanvullende vergoeding betaald door het voornoemde Sociaal Waarborgfonds, evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010;
- 4° het uitkeren van de bijdrage, bedoeld bij artikel 13, § 3 van deze statuten, tot financiering van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden het Kleding- en Confectiebedrijf en vaststelling van zijn statuten;
- 5° de uitkering te verzekeren van de vergoeding voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 2015 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid;
- 6° het financieren van de initiatieven te nemen door de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties, met het oog op de sociale- en beroepsopleiding en op de uitwerking van in het paritair comité gemaakte en te maken collectieve arbeidsovereenkomsten;
- 7° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 13, §4 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en tewerkstelling.
- 8° het financieren van de codex houdende de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.
- 9° het financieren van onderzoek uitgevoerd door de sociale partners uit de sector gericht op de

sociaal-economische ontwikkelingen van de kleding- en confectiebedrijven, zowel op het nationale als op het mondiale vlak met het oog op het te voeren sectorbeleid.”

10° het financieren en het beheren van een sectorale hospitalisatieverzekering.

HOOFDSTUK V – FORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 7

(nr. 98641/01/215)
De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2009 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet gedurende de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2015 en voortdurend aangepast om deze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen, bedoeld in artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 en in afdeling 1 van Hoofdstuk VIII van Titel XIII van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I).

In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om te voldoen aan de toepasselijke reglementering.

HOOFDSTUK VI - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 103.

Artikel 8

De drempel van 5 %, bedoeld in Artikel 16 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 blijft op 8 %.

Voor de berekening van deze grens worden de bepalingen van artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 toegepast, met dien verstande dat in § 3. van dit artikel de leeftijd van 55 jaar en ouder dient te worden gelezen als : de leeftijd van 54 jaar en ouder.

Op ondernemingsvlak kan deze drempel worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie.

De toepassing van de modaliteiten van onderhavig artikel kan, in ondernemingen waar reeds een bedrijfsakkoord bestaat, onderhandeld worden.

Artikel 9

Gelet op artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad wordt overeen gekomen dat op het niveau van het paritair comité tijdens de duur van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst inspanningen zullen worden gedaan teneinde te vermijden dat het inroepen van het begrip "sleutelfunctie" systematisch zou leiden tot het ontzeggen van het recht van toegang tot het tijdscrediet voor bedienden van 55 jaar of ouder die een sleutelfunctie uitoefenen.

HOOFDSTUK VII - BIJKOMENDE UITKERING BESTAANSZEKERHEID

Artikel 10

De Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid (registratienummer 35964/CO/215), die in werking trad op 1 januari 1994, steeds werd verder gezet en laatst werd verlengd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 24 februari 2014 (registratienummer 121190/CO/215), wordt met een specifieke collectieve arbeidsovereenkomst verder gezet tot 30 juni 2015, gelet op artikel 94 van de wet van 26 december 2013 betreffende de

invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen.

HOOFDSTUK VIII – SYNDICALE PREMIE

Artikel 11

Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 januari 2012 tot vaststelling van het bedrag van de syndicale premie (registratienummer 108629/CO/215) wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 14 mei 2013, wordt het bedrag van de syndicale premie, welke elk jaar aan de rechthebbenden wordt toegekend, vastgesteld als volgt :

- in de jaren 2011, 2012, 2013, 2014 en 2015 : 135,00 euro voor bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 1, § 2 en § 3 van de hoger vermelde statuten;
- in de jaren 2011, 2012, 2013, 2014 en 2015 : 37,18 euro voor de volledig en ononderbroken werkloos gebleven bedienden zoals bepaald bij artikel 6, § 4 van de hoger vermelde statuten.”

HOOFDSTUK XI - SOCIALE VREDE

Artikel 12

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.